



HAL
open science

De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux. À propos de mobilisations au Mali, au Maroc et en Turquie

Paul Cormier

► **To cite this version:**

Paul Cormier. De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux. À propos de mobilisations au Mali, au Maroc et en Turquie. *Politix*, 2015, 112, pp.187-196. 10.3917/pox.112.0187. halshs-01348707v2

HAL Id: halshs-01348707

<https://shs.hal.science/halshs-01348707v2>

Submitted on 25 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DE NOUVEAUX HORIZONS DANS L'ANALYSE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

À propos de mobilisations au Mali, au Maroc et en Turquie

Paul Cormier

De Boeck Supérieur | « [Politix](#) »

2015/4 n° 112 | pages 187 à 196

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807300965

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-politix-2015-4-page-187.htm>

Pour citer cet article :

Paul Cormier, « De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux. À propos de mobilisations au Mali, au Maroc et en Turquie », *Politix* 2015/4 (n° 112), p. 187-196.

DOI 10.3917/pox.112.0187

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux

À propos de mobilisations au Mali, au Maroc et en Turquie

Paul CORMIER

La sociologie de l'action collective française semble connaître depuis quelque temps un profond renouvellement, sous l'influence de plusieurs réorientations qui désormais se combinent. Les chercheurs semblent d'abord avoir entendu l'appel au décloisonnement lancé il y a maintenant quelques années par Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, et particulièrement l'incitation à une meilleure prise en compte dans l'analyse des interactions entre « transformations macro-sociales et engagement¹ ». Cette démarche tend notamment à mieux faire tenir ensemble sociologie de l'action collective et sociologie de l'État dans une perspective historique affirmée. Les récents bouleversements dans le monde arabe ont ainsi permis de repenser à nouveaux frais l'articulation entre mouvements de protestation, révolutions et changements de régime², rouvrant un chantier relativement délaissé par les sociologues depuis la fin de « l'ère des révolutions » du XX^e siècle pour reprendre, en les déplaçant quelque peu, les termes d'Eric Hobsbawm³.

Un ouvrage s'était intéressé il y a quelques années aux « démocraties d'ailleurs⁴ » quand d'autres avaient souligné l'hybridation entre régimes démocratiques et autoritaires⁵. Il semble qu'une ouverture de la sociologie des mouvements sociaux aux « mobilisations d'ailleurs » soit désormais à l'œuvre, donnant ainsi à repenser et à remettre en jeu des objets et des concepts considérés comme éprouvés. J. Siméant avait déjà souligné l'occidentalo-centrisme de la sociologie de l'action collective et avait enjoint les chercheurs à déplacer le regard vers d'autres espaces afin d'y confronter leurs méthodes et leurs outils

-
1. Sawicki (F.), Siméant (J.), « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, 51 (1), 2009.
 2. Bennani-Chraïbi (M.), Fillieule (O.), « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, 62 (5), 2012.
 3. Hobsbawm (E.), *L'ère des révolutions. 1789-1948*, Paris, Hachette, 2011.
 4. Jaffrelot (C.), dir., *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000.
 5. Camau (M.), Massardier (G.), dir., *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009.

dans une perspective critique et non mécaniste⁶. Le déplacement de l'analyse vers des contextes non occidentaux conduit à s'intéresser à l'action collective dans les régimes autoritaires. Ceux-ci ne doivent pas être définis *a priori*, mais leur caractérisation doit au contraire être l'enjeu de l'analyse. C'est pourquoi la notion de « configuration autoritaire » semble plus à même de rendre compte des singularités et des évolutions propres à chaque cas tout en ouvrant à la comparaison. Ces déplacements amènent à remettre sur le métier des pratiques et des concepts aujourd'hui quelque peu routinisés en ce qui concerne la sociologie de l'engagement militant. Depuis l'ouvrage séminal dans la littérature francophone de Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule⁷ proposant de déplacer le regard pour aborder les mobilisations dans des sociétés habituellement considérées comme statiques et dépolitisées d'un côté, et la prolifération de textes se plaçant dans la continuité des ouvrages de James C. Scott attentifs aux microrésistances de l'autre⁸, plusieurs travaux sont revenus en profondeur sur les « printemps arabes⁹ » et ont permis à la recherche (notamment francophone) dans ce domaine de générer un double appel d'air¹⁰.

Enfin, ces renouvellements théoriques et empiriques s'accompagnent d'une pluralisation des méthodes d'enquête qui enrichissent le travail de terrain et ouvrent des perspectives de recherche fécondes. Le croisement des méthodes classiques de la sociologie (observation, entretiens...) et de l'histoire (presse, archives...) confirme l'intérêt du pluralisme méthodologique pour une approche complexe des processus soumis à l'enquête. Ils permettent en effet de rendre justice aux temporalités et aux différentes échelles du social observées, qu'elles soient macrosociologiques, organisationnelles ou biographiques.

Trois ouvrages récents participent de cette triple dynamique à partir de terrains et de chronologies variés. Dans *Contester au Mali*¹¹, J. Siméant s'appuie sur les résultats d'une enquête menée à Bamako avant le putsch de 2012 pour critiquer l'idée selon laquelle le Mali serait le pays du consensus (démocratique), imperméable aux « poussées » de violence et à l'autoritarisme qui caractériseraient ses voisins. Elle entend « réencastrier les formes du dissentiment et

6. Siméant (J.), « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 20 (2), 2013.

7. Bennani-Chraïbi (M.), Fillieule (O.), dir., *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

8. Scott (J. C.), *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Heaven, Yale University Press, 1992.

9. Camau (M.), Vairel (F.), dir., *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2015. Cf. dans ce même numéro de *Politix* la lecture critique de Jérôme Heurtaux.

10. La force de ces travaux est de parvenir à souligner les singularités des cas étudiés tout en conservant une perspective d'analyse générale au croisement de la sociologie de l'action collective et de la sociologie de l'État – ce qui évite de les cantonner aux *area studies* et permet au contraire des comparaisons productives.

11. Siméant (J.), *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala, coll. « Les Afriques », 2014, 257 p.

de la mobilisation dans l'ordre social » (p. 34). Pour ce faire, elle analyse dans un premier temps les modalités de l'action protestataire dans la capitale et les négociations souvent compliquées avec les autorités avant de s'intéresser aux ambivalentes connexions internationales des mobilisations maliennes¹². Elle montre ainsi, au-delà du cas malien, la double intrication entre échelle locale et échelle globale, ainsi qu'entre mouvements sociaux et pouvoir politique qui ne sauraient être considérés ni comme totalement séparés ni complètement homogènes. Benjamin Gourisse, dans l'ouvrage issu de sa thèse de doctorat, *La violence politique en Turquie*¹³, remet en question la théorie répandue dans la littérature turcologique, et plus généralement dans la littérature sur les États dits du Sud, de l'autonomie de l'État par rapport à la société. Il y revient, à travers l'étude de la crise politique, économique et sociale des années 1970 en Turquie, sur un certain nombre de mécanismes à l'œuvre qui affectent alors la structure et l'exercice de l'action de l'État turc. Renversant la perspective classique voulant que l'État se trouve aux prises avec des clivages traversant la société et conduisant à des crises, il montre que ces clivages vont être transportés au sein des structures étatiques par les acteurs de gauche et de droite en conflit, entraînant une désobjectivation de l'État et une politisation croissante de la société tout au long de la décennie. Frédéric Vairel, qui examine le cas marocain dans *Politique et mouvements sociaux au Maroc*¹⁴, montre comment la monarchie chérifienne est parvenue à se maintenir et à garantir son emprise sur la société et la vie politique depuis l'indépendance (1956) en maniant tour à tour, suivant les contextes, répression et discours de réforme démocratique. Cette attention aux transformations de l'exercice de la domination lui permet de mieux cerner l'émergence et la recomposition de trois causes militantes (islamisme, féminisme, droits de l'homme) et des individus qui les investissent.

Ces trois ouvrages opèrent donc un certain nombre de déplacements pour le renouvellement théorique et méthodologique de la sociologie des mobilisations et favorisent des rapprochements productifs avec d'autres thématiques. Ils tentent ainsi de penser le militantisme en contexte répressif, tout en tenant dans le temps et de manière relationnelle différentes échelles d'analyse, nous permettant ainsi de mieux appréhender les ressorts du politique.

D'un point de vue théorique, ils nous invitent à retravailler des concepts désormais routinisés et à reconsidérer les savoirs sur les interactions entre États et protestataires, élargissant par là le spectre des comparaisons possibles. F. Vairel souligne ainsi que le Maroc « met à l'épreuve nos savoirs sur la protestation et

12. Cf. à ce sujet le récent manuel dirigé par J. Siméant, *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

13. Gourisse (B.), *La violence politique en Turquie. L'État en jeu (1975-1980)*, Paris, Karthala, coll. « Recherches internationales », 2014, 351 p.

14. Vairel (F.), *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Sociétés en mouvement », 2014, 362 p.

l'autoritarisme » (p. 22). J. Siméant nous convie, pour sa part, à redessiner la frontière entre mobilisation et protestation et B. Gourisse invite à réintégrer les mouvements radicaux (de gauche comme de droite) que connaît la Turquie de la fin des années 1960 à 1980 dans les études consacrées aux mouvements révolutionnaires et néo-fascistes de cette période, dans le Tiers-Monde comme en Europe. Une telle approche permet de questionner sinon d'amender des conceptualisations qui peuvent s'avérer simplificatrices ou inopérantes dès lors qu'elles sont transférées sur d'autres réalités sociales et politiques.

J. Siméant étudie, selon un continuum, les violences de rue, les émeutes et la critique sociale (presse, rumeurs, humour, musique) mises en avant par le courant de la « politique par le bas¹⁵ ». Revenant sur quelques distinctions conceptuelles, elle rappelle à juste titre que se mobiliser pour une cause n'est pas nécessairement protester. Elle ajoute à cette première distinction que l'absence de consentement ou le ressentiment ne se traduit pas nécessairement par une mobilisation ou de la protestation. Cette perspective tient compte des stratégies parallèles à ces dynamiques : clientélisme et escapisme dont l'intégration à l'étude du politique n'est plus à faire et dont F. Vairel rend également compte dans l'analyse du temps long des trajectoires des militants marocains mobilisant tour à tour ces registres suivant l'évolution du contexte politique. Il s'agit donc de réinsérer l'action collective dans un ensemble plus large de pratiques et de comportements à l'égard de l'autorité politique.

Mais l'apport de ces livres est aussi méthodologique. Chaque enquête mobilise, suivant ses objectifs analytiques, une pluralité de méthodes : entretiens (dans les différentes formes que ceux-ci peuvent prendre), archives, dépouillement de la presse, observations. L'accès aux données en contexte autoritaire n'est pas toujours évident pour le chercheur, notamment en ce qui concerne les archives et les entretiens. B. Gourisse a rencontré de fortes réticences des militants de l'extrême droite turque à se prêter à des entretiens. L'étude des ouvrages publiés sur ou par le MHP et ses militants et l'examen du dossier d'instruction établi lors du procès qui a suivi le coup d'État lui ont permis de compenser cette méfiance. J. Siméant souligne, pour sa part, les difficultés d'accéder aux archives du maintien de l'ordre à Bamako quand elles existent. Seule une autorisation de recherche ministérielle lui a permis d'accéder au carton d'archives concernant les marches de la Commune III, seule commune de la capitale possédant des archives sur cette question. Cette pluralité de méthodes est couplée à la mise en œuvre dans l'écriture des jeux d'échelles analytiques. On passe ainsi d'une sociologie des reconfigurations de l'autoritarisme ou des transformations économiques de la Turquie des années 1960-1970 à l'organisation des groupes d'extrême gauche ou bien des reconfigurations de l'autoritarisme marocain aux devenir militants des anciens gauchistes et islamistes du royaume chérifien. On

15. Bayart (J.-F.), « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, 35 (3), 1985.

saisit là la dimension heuristique de la mise en œuvre du pluralisme méthodologique et des « jeux d'échelles » dans l'enquête et dans l'écriture.

Une des principales forces de ces trois ouvrages est de nous permettre de mieux appréhender le fonctionnement des régimes autoritaires à travers les mobilisations et protestations avec lesquelles ils doivent composer. F. Vairel précise qu'« il s'agit de considérer ce que signifie protester en situation autoritaire » pour « contribuer à la compréhension des transformations de régime en l'absence de tout processus de démocratisation » (p. 28-29). L'État n'est ainsi jamais pensé comme extérieur ou surplombant le reste de la société, mais au contraire comme un partenaire, un adversaire ou un enjeu par les groupes mobilisés. Cette perspective tient compte des singularités des trajectoires étatiques et des reconfigurations au cours du temps des ressorts du maintien de l'autoritarisme tout autant que de la constitution, souvent conflictuelle et difficile, d'un espace protestataire face auquel il compose avec plus ou moins de violence. Ce renouvellement d'approche en cours tient ensemble une sociologie non essentialiste de l'État et de la mobilisation/protestation dans une perspective diachronique. Cela conduit à redonner une épaisseur sociologique aux régimes autoritaires, souvent trop théoriquement ou trop succinctement abordés, en donnant à voir leurs fragmentations et reconfigurations suivant les périodes considérées et les relations (interdépendance, interactions conflictuelles ou non) qu'ils entretiennent avec une pluralité d'acteurs à différentes échelles (internationales, nationales et locales). Les trois ouvrages s'attachent ainsi à reconstruire le contexte dans lequel les organisations et les acteurs mobilisés prennent place, non pour mettre en perspective en donnant une petite épaisseur contextuelle et historique, mais parce que les pesanteurs historiques sont au cœur des actions et des stratégies des acteurs. B. Gourisse rappelle par exemple la faiblesse structurelle de l'État ottoman puis turc à l'égard des tentatives de captation de ses ressources ainsi que la manière dont il a largement sous-traité le maintien de l'ordre au point de se trouver débordé par les mobilisations radicales des années 1970. Seule l'institution militaire, relativement préservée des conflits politiques soutient l'État et « rétablit » son autorité à travers ses prises de pouvoir régulières. F. Vairel dépeint également dans son premier chapitre la mise en place d'un système de direction autoritaire après l'indépendance du Maroc. Ils rendent par là justice aux trajectoires historiques propres aux sociétés considérées sans penser les contenir dans une téléologie ou un ensemble qui se donnerait facilement à lire de l'extérieur (le « Moyen-Orient » ou l'« Afrique »). Si J. Siméant revient à plusieurs reprises sur la chute du régime de Moussa Traoré en 1991 et sur la délégitimation des protestations de rue depuis la transition démocratique, l'historicisation des mobilisations et des pratiques répressives maliennes aurait sans doute mérité de plus amples développements.

Ces renouvellements permettent de repenser à nouveaux frais l'émergence et la structuration des contestations afin de les penser comme un espace social

en construction et reconfiguration permanentes en interaction avec les autorités politiques. Il s'agit dès lors d'articuler sociologie de l'État et sociologie de l'action collective en refusant de s'en tenir à une posture dichotomique séparant État et « société civile ». Une telle approche conduit à chercher à restaurer la dialectique, l'entremêlement de l'État et de la société dans les dynamiques du changement social ou du maintien des structures. F. Vairel montre ainsi qu'« à l'inverse de ce que croient les transitologues, la "résurrection de la société civile" ne s'accompagne pas d'une transition démocratique : protestations et démocratisation sont deux choses différentes. La multiplication des protestations est aussi le résultat de processus d'autolimitation des militants marocains [...] signe paradoxal de l'institutionnalisation de l'espace protestataire » (p. 332). À l'inverse, B. Gourisse met en évidence l'interpénétration grandissante et historiquement attestée entre structures étatiques et acteurs sociaux turcs à travers les stratégies de captation des ressources étatiques et de politisation de l'État (administration, police) que ceux-ci mettent en œuvre¹⁶, conduisant à la « dés-objectivation » de ce dernier.

La poursuite d'un tel cheminement conduit les trois auteurs à interroger les relations entre mobilisés/protestataires et État, notamment dans leur dimension conflictuelle et/ou violente. B. Gourisse montre que l'État turc n'est pas un État tout-puissant, mais est au contraire enjeu et non arbitre des conflits sociaux. Il devient l'arène du conflit, ce qui conduit à son affaiblissement, notamment en ce qui concerne le maintien de l'ordre face à la montée de la violence politique d'extrême gauche et surtout d'extrême droite. F. Vairel prend pour sa part pour objet « les influences et déterminations réciproques de la politique instituée et de la politique protestataire » (p. 24) à travers l'exemple du *sit-in*. Il montre ainsi par des observations fines comment ce répertoire d'action qui, à défaut d'être légal, n'est pas illégal, est employé par les protestataires pour éviter une répression trop forte, contraignant en retour les autorités désireuses de modérer l'usage de la répression. J. Siméant s'intéresse aux interactions État/protestataires à travers le « formalisme bureaucratique et [les] petits arrangements qui caractérisent le processus de déclaration des manifestations » (p. 62). Elle montre que les plus grandes manifestations sont organisées par des organisations religieuses et que le traitement des protestataires par les autorités est nettement différencié. Celles-ci usent bien souvent de pression et de répression sur les candidats à la manifestation, mais les protestataires ont aussi la possibilité de négocier avec les forces de l'ordre contre de l'argent, la mise en place d'un encadrement qui fait office de « service d'ordre ». Les trois ouvrages questionnent, chacun sur son terrain, les relations entre les mouvements sociaux et l'État dans et face auquel ils se déploient. Ils invitent à penser en même temps, et par conséquent dans leurs temporalités propres, la répression structurelle et

16. Il s'agit dans ce cas-ci d'organisations souvent illégales. Il est à noter qu'il est peu question des acteurs « classiques » des mobilisations, partis politiques et syndicats dans ces trois ouvrages.

la répression en situation (manifestations, *sit-in*...). Ces analyses des processus de protestation/répression historiquement situés déplacent ce que la sociologie des mobilisations américaine avait nommé le « paradoxe de la répression¹⁷ ». En effet, celui-ci ne saurait trouver une réponse univoque et *a priori*. Les effets de la répression doivent au contraire être analysés par une reconstitution fine et contextualisée des interactions entre protestataires et autorités.

Ces orientations de recherche permettent d'interroger la conflictualité sociale dans des sociétés souvent considérées, dans une perspective téléologique, comme « amorphes ». L'usage de la violence politique par et contre l'État constitue également un des enjeux de ces analyses. B. Gourisse montre que l'intensification de la violence est liée aux stratégies des acteurs engagés et dont les ressources sont asymétriques. Il affine l'analyse de l'usage de la violence en soulignant le fait que l'extrême droite turque des années 1970 n'emploie la violence que dans les espaces où elle domine. Plutôt que de souligner l'irrationalité de la violence politique, il développe au contraire son aspect profondément stratégique. À l'opposé, c'est l'usage de la violence pendant la décennie qui légitime le coup d'État militaire de 1980 et la répression féroce qui s'abat alors sur les militants. J. Siméant décrit la cohabitation de la violence et de la « société civile » (p. 18) et non une « civilisation » progressive et linéaire du dialogue social au Mali. Quant à F. Vairel, revenant sur quelques lieux communs de l'analyse des régimes arabes, il insiste sur la perpétuation de l'État marocain non par la tradition ou la religion mais par son caractère profondément violent. Les trois enquêtes restituent l'ambivalence des acteurs étatiques et protestataires à l'encontre de la violence : employée par le passé et aujourd'hui condamnée ou inversement, la légitimité des répertoires d'actions violents se trouve reconfigurée dans le temps. Ces approches plurielles permettent de restituer leurs historicités et leurs dynamiques aux sociétés considérées. Ainsi, F. Vairel, critiquant la position de Juan Linz selon laquelle les régimes autoritaires produisent de l'apathie, soutient que « la situation marocaine combine de hauts niveaux de mobilisation et le maintien d'un pouvoir autoritaire, précisément parce que l'espace protestataire participe des transformations de ce dernier » (p. 274).

Ces trois ouvrages nous invitent à penser de manière concomitante et intriquée différentes échelles d'analyse. S'il est désormais admis que les découpages opérés dans la réalité sociale relèvent des choix de recherche, il n'en demeure pas moins que leur articulation pose autant de problèmes théoriques que méthodologiques, notamment en ce qui concerne l'écriture. Les trois livres multiplient les passerelles entre échelles territoriales (local, national, transnational), mais leur articulation reste un chantier à approfondir.

17. K. D. Opp et W. Roehl avaient formulé et synthétisé ce paradoxe dans un article important qui peut être ainsi formulé : la répression (anticipée ou effective) accroît-elle ou au contraire limite-t-elle les protestations ?, Opp (K. D.), Roehl (W.), « Repression, Micromobilization, and Political Protest », *Social Forces*, 69 (2), 1990.

Les auteurs cherchent à restituer dans leurs environnements (macro- et méso-sociologiques) les trajectoires militantes en contexte autoritaire rencontrées dans le cadre de l'enquête. On croise ainsi des trajectoires singulières, plus ou moins développées dans le cœur des ouvrages, montrant comment stagnent, évoluent et se meuvent les acteurs dans un ensemble de mobilisations, d'organisations et face à un État plus ou moins répressif à leur rencontre. J. Siméant analyse ainsi, à travers deux trajectoires de femmes maliennes engagées, comment certains acteurs influents à l'échelle locale ou nationale s'arriment à des réseaux transnationaux (ONG), accroissant ainsi les ressources à leur disposition, générant des rentes de situation du fait de la redistribution des ressources qu'ils sont en mesure de générer. Tout comme elle, F. Vairel ne minimise pas l'importance de l'analyse des trajectoires individuelles : « C'est au travers de leur relation avec les évolutions du champ politique et de l'espace protestataire que les itinéraires de ces acteurs contestataires prennent tout leur sens » (p. 22). Il scrute la trajectoire de certains ex-marxistes fortement réprimés dans les années 1970 s'investissant, à partir des années 1990, dans la défense des droits de l'Homme et allant parfois jusqu'à accepter la cooptation par le système politique (commission vérité et réconciliation). On perçoit, à travers l'étude de trajectoires individuelles, le processus de restructuration de l'exercice du pouvoir d'État et de transformation de l'espace protestataire marocain à l'œuvre. B. Gourisse analyse avec finesse les trajectoires de radicalisation des jeunes militants de gauche et de droite montrant comment l'entremêlement des parcours individuels, des lieux de vie (campus et cités universitaires) et de l'offre militante facilite l'engagement.

À une tout autre échelle, J. Siméant montre comment les organisations maliennes s'arriment « à des thématiques éligibles à l'indignation de militants du Nord autant que du Mali » et apprennent à « plaider dans les bonnes formes » (p. 142). Elle souligne également l'apparente contradiction entre une critique et une méfiance à l'égard de l'autorité de l'État malien tout en exigeant de lui la garantie d'une souveraineté restaurée face à la prédation du Nord sur diverses thématiques comme les ressources naturelles (or, coton). *A contrario*, l'analyse de B. Gourisse montre que l'isolement de la gauche radicale turque, coupée de soutiens extérieurs, participe de son affaiblissement. F. Vairel explique quant à lui que si les militants s'appuient, non sans difficultés, sur des répertoires discursifs internationalisés (droits de l'Homme, démocratisation), l'État marocain parvient lui aussi à tirer profit de la mobilisation de ces discours en vue de dégager des subsides et des soutiens à même de renforcer la stabilité du régime. Il montre que « les relations internationales sont un terrain où la capacité des gouvernants marocains à transformer les contraintes en atouts est remarquable. Ils en retirent un certain nombre de ressources matérielles, comme l'aide militaire le rappelle, mais également discursives : la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, la décentralisation, la privatisation économique et, dernière en date, la « lutte contre le terrorisme » sont des supports de stratégies autoritaires » (p. 330). C'est ce qu'il nomme la « réforme de l'autoritarisme ».

Ces ouvrages donnent ainsi matière à approfondir les recherches sur les ressources et les réseaux nécessaires – et *a fortiori* sur les obstacles – à la transnationalisation.

Dans une perspective plus « horizontale », c'est-à-dire attentive aux relations entre acteurs d'un même espace et non plus aux variations entre échelles, ces trois ouvrages apportent une contribution importante à l'étude des relations entre mouvements sociaux. Dans le cas de la ville de Bamako étudiée par J. Siméant, on voit que les relations entretenues entre acteurs dans le temps et dans l'espace révèlent des relations de pouvoir conflictuelles, concurrentielles, d'alliance ou d'ignorance réciproque. Les relations conflictuelles sont particulièrement sensibles dans le cas turc entre l'extrême gauche et l'extrême droite ou au sein de l'extrême gauche elle-même au cours des années 1970. F. Vairel montre ce qui rapproche des causes *a priori* aussi éloignées que la défense des droits de l'Homme ou le féminisme et l'islamisme du fait des expériences qu'elles partagent dans leur contestation du régime marocain. Tenir ensemble les différents acteurs de l'espace de l'action collective permet d'observer les relations qu'entretiennent les organisations entre elles, évitant ainsi de les homogénéiser et de tomber dans une approche réductrice État/acteurs contestataires.

Enfin, ces ouvrages nous incitent à accroître le travail comparatif Sud-Sud et Nord-Sud dans une perspective diachronique. Poursuivre l'analyse des mouvements sociaux « ailleurs » permettrait de dégager un espace de recherche à côté des analyses des organisations armées (analyse des guérillas, rébellions, terrorisme) qui obscurcissent la compréhension et masquent les mouvements sociaux au sein de ces sociétés. L'ouvrage de B. Gourisse montre à cet égard comment, au sein du système d'action de la gauche turque des années 1970, des organisations syndicales et des associations de quartier coexistent dans le temps avec des organisations révolutionnaires armées. F. Vairel et J. Siméant indiquent pour leur part comment les modes violents d'action ont pu avoir leur place à un moment et comment ceux-ci se trouvent démonétisés par l'évolution du contexte politique mais également sous les effets de la répression (expérimentée ou supputée).

En sus d'une invitation à mieux relier la sociologie des mouvements sociaux à la sociologie de l'État, ces ouvrages nous invitent également à les rapprocher de la sociologie de l'action transnationale, à la sociologie des institutions ou encore à la sociologie des politiques publiques. En somme, il s'agirait de ne plus isoler la sociologie de l'action collective mais de l'employer en lien avec les autres sous-domaines de l'analyse du politique. Ces travaux sont également un appel à un approfondissement et à une approche plus comparative des dynamiques politiques. Cette dimension n'est ici présente qu'en creux dans des zones géographiques réputées homogènes (Afrique noire, Maghreb...). Ensuite, il semblerait pertinent d'approfondir l'analyse de la genèse des enracinements historiques des structures étatiques, sociales et protestataires dans les

recherches, comme l'initie B. Gourisse en remontant jusqu'à l'Empire ottoman pour montrer que la délégation du maintien de l'ordre public en Turquie a des ressorts plus profonds et ne date pas de la décennie 1970¹⁸.

Ces trois ouvrages constituent donc à n'en pas douter des apports importants dans la connaissance des mouvements sociaux hors des frontières occidentales et donnent ainsi une nouvelle dynamique à des concepts désormais routinisés. Ils entrent ici sur des terrains sur lesquels ils ont été peu employés et permettent de faire sauter les simplifications abusives des dichotomies appliquées de manière récurrente à ces sociétés.

Paul CORMIER est doctorant en science politique à l'Institut d'études politiques de Bordeaux (Centre Émile Durkheim, CNRS) et à l'Université de Lausanne (IEPH) et membre du CRAPUL (Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne).

Ses recherches portent sur les conséquences biographiques de l'engagement révolutionnaire en contexte autoritaire au sein de la gauche radicale des années 1970 en Turquie.

paulcormier01@gmail.com

18. Élise Massicard a par ailleurs montré que cette délégation et cette privatisation de la violence étaient à nouveau mises en œuvre à grande échelle pendant la guerre contre le PKK à partir de 1984 dans le sud-est de la Turquie. De nombreux militants d'extrême droite des années 1970 ont alors été « recyclés » dans des équipes spéciales chargées de mettre en œuvre ce que l'on appelle désormais la « sale guerre ». Cf. Massicard (É.), « La politique à l'articulation entre institutions de sécurité et univers criminel. Les "bandes en uniforme" en Turquie », in Briquet (J.-L.), Favarel-Garrigues (G.), dir., *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'État*, Paris, Karthala, 2008.